

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

## Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

20 avril - 30 avril 1970

LE NUMERO :

8<sup>me</sup> ANNEE — N° 79

0,50 F - 5 F. B.

## La violence maoïste au secours du pacifisme du P. C. F.

La violence est un phénomène normal de la société capitaliste au stade impérialiste; larvée dans les période d'expansion, elle éclate dans les périodes de crise, n'épargnant aucune couche sociale. Ainsi, l'emploi de la violence ne suffit pas à caractériser le sens de classe d'un mouvement. L'assimilation fascisme-violence n'est que le résultat de l'hypocrisie « démocratique ». Le vrai fascisme, c'est dans l'intégration de la classe

Ces actions, menées au nom de la « nouvelle résistance populaire », c'est-à-dire du même fascisme « national-communiste » que celui du P. C. F., n'ont rien à voir avec la violence de classe. En réalité, les deux formes prises par le stalinisme sont inséparables et s'épaulent mutuellement.

En effet, la violence maoïste, sans but et aveugle au point de tuer ceux qu'elle voudrait convaincre, ne s'explique sinon se justifie que par l'hégémonie du P. C. F. sur le mouvement ouvrier. C'est en réalité le P. C. F. qui a sur les mains le sang des ouvriers tués par sabotage, car c'est lui qui a enchaîné la classe ouvrière à l'idéologie démocratique et pacifiste, qui a trahi et dévoyé les luttes dans l'électoratisme, ne laissant comme soupçon que des explosions analogues à celles de l'anarchisme du début du mouvement ouvrier. Non seulement il provoque objectivement ces réactions désespérées, mais encore il les utilise comme confirmation de sa ligne de trahison; le patron des chantiers de Dunkerque ne s'y est pas trompé quand il s'est félicité de l'attitude « positive » des syndicats et réjouit de ce que le front syndicat-direction ait bien fonctionné à cette occasion.

Seule la violence de classe peut briser cette dialectique violence sans but-pacifisme social. Mais la violence de classe, « accoucheuse de la révolution », comme disait Engels, suppose une direction prolétarienne, c'est-à-dire s'opposant à toutes les déformations nationales et populaires. Cette direction suppose à son tour un Parti International, à 1000 lieues du P.C.F. patriotard, et tout aussi loin de celui qui veut construire la Gauche Prolétarienne: « C'est pourquoi les communistes, les révolutionnaires prolétariens doivent, dans la lutte, construire le parti de la nouvelle résistance populaire, l'armée de cette résistance et le front qui unifiera, sous la direction du parti, le peuple en lutte pour la Paix et la Liberté,

ouvrière dans le concert du « peuple » et de la « nation » et la soumission de ses organisation à l'Etat bourgeois qu'il faut le chercher, c'est-à-dire dans le programme même du P. C. F. Inversement, la violence n'est pas l'apanage du prolétariat comme le prouve d'une part la répression de l'Etat démocratique et d'autre part les actions récentes de la « Gauche Prolétarienne ».

» pour le pain et les roses, pour » la nouvelle France populaire » (Alain GEISMAR).

En définitive, la différence entre la G. P. et le P. C. F. n'est pas une différence de principe ni de programme, mais un simple désaccord sur les méthodes à employer. La G. P. oppose « la lutte violente qui ouvre la voie à l'espoir populaire » aux « voies pacifiques » du P. C. F. Mais nous savons ce qu'il faut penser de la vertu de la violence en soi; et cette divergence formelle ne doit pas cacher l'identité de ces deux mouvements. Comme perspective la G. P. propose... de remonter le temps et de tout reprendre en 1945, période « révolutionnaire » comme chacun le sait: « Les actions de partisans; la » popularisation, par la propagande au sein du peuple, de » ces actions et de leurs objec-

» tifs, ressèrent les rangs des » couches populaires en lutte » autour du prolétariat qui unit » le peuple, le peuple qui s'ap- » prête à reprendre les armes » que les traîtres lui ont volées » en 45 » (Alain GEISMAR).

Cette propagande peut avoir deux résultats: ceux chez qui elle trouve un écho sont plongés dans toute la crasse nationaliste de la Résistance; quant aux autres, plus sensibles à l'évidente continuité de la politique suivie par le P. C. F. dans la Résistance puis après la Libération, c'est la confirmation de son caractère révolutionnaire qu'ils y trouveront. Dans les deux cas, c'est le stalinisme qui est gagnant. Le reconstituer du mouvement prolétarien passe par la destruction de toutes les formes, violentes ou non, de cette idéologie bourgeoise.

## QUI SONT DONC LES "INSULTEURS" DE LENINE ?

Le musée Lénine, à Paris, a été l'objet, le dimanche 29 mars, d'actes de vandalisme: buste détruit, vitres brisées... Comme il se doit dans une société en putréfaction où les ruffians dominent partout, jusque dans les rangs du prolétariat, les indignations les plus vertueuses viennent de ceux qui, depuis des dizaines d'années, profanent avec impudence, non pas l'effigie de Lénine et le lieu où, par effet du hasard historique et géographique, il passa de nombreuses années, mais ce qui est beaucoup plus grave, son enseignement politique.

Le Lénine bafoué par ce qu'on a appelé une « agression fasciste », quel est-il? Le socialisme qu'on lui prête, en quoi consiste-t-il? G. Marchais, secrétaire général du P. C. F., dans le discours même qu'il a prononcé du haut du balcon de l'appartement parisien de Lénine, y a répondu dès ses premières paroles. « Lénine — a-t-il dit — c'est le symbole de la lutte pour l'indépendance nationale contre l'impérialisme et pour la paix ». « Avec Lénine — a-t-il ajouté — le socialisme n'est plus seulement une doctrine et un idéal: il devient une réalité ». Quelle réalité, quel socialisme, répétons-nous? La réalité rétrograde, contre-révolutionnaire que Lénine lui-même, sur son lit de mort, pressentait déjà; le faux socialisme qu'il condamnait dans son célèbre « testament politique » en dénonçant le mal déjà incurable qui rongait le pouvoir des Soviets. Un « socialisme » qui, lors de la dernière guerre, a donné au capital mondial « les 20 millions d'hommes et de femmes tombés dans la lutte contre Hitler et pour la liberté des peuples du monde ». Un « socialisme », en somme, qui a sacrifié le prolétariat russe à l'hégémonie mondiale de l'impérialisme américain qui compte, dans ses tableaux de chasse, des faits d'armes qui n'ont guère à envier à ceux du fascisme hitlérien.

« L'amitié franco-soviétique », « gage de sécurité en Europe », la « coopération économique et politique entre nos deux pays », qui « correspond aux intérêts vitaux de la France »: « voilà — précise Marchais — les grandes idées qui se trouvent plus que jamais à l'ordre du jour avec le centième anniversaire de Lénine ». Ces idées-là sont une insulte à la mémoire de Lénine; ce Lénine-là assassine le vrai Lénine dans l'esprit de millions de travailleurs.

Lénine ne se souciait pas des « intérêts vitaux de la France »,

(Suite page 4)

## Pourquoi la Russie n'est pas socialiste

### V. - Socialisme et capitalisme d'Etat

Notre dernier article définissait la contre-révolution stalinienne comme le tournant capital survenu dans la politique internationale du parti bolchevique lorsque la perspective de la révolution mondiale y fut sacrifiée au « socialisme en un seul pays », étiquette frauduleuse recouvrant le libre développement d'une économie tendant au capitalisme.

En expliquant cette contre-révolution par l'influence conjointe des difficultés économiques internes et du reflux de la lutte internationale du prolétariat, nous soulignons qu'elle était la conséquence logique de la situation précaire d'un pouvoir prolétarien contraint de gérer des rapports de production bourgeois.

En raison de la complexité extrême de cette phase historique tumultueuse, nous avons dû procéder à l'inverse de la méthode didactique traditionnelle qui procède du particulier au général. Il nous a fallu au contraire, dans une

question dont aucun des aspects ne peut être examiné isolément, tenter d'abord de prouver, par une vue d'ensemble, qu'une relation étroite et impérieuse liait entre eux problèmes économiques et politiques, stratégie sociale à l'intérieur de la Russie et rôle international assigné par les communistes à leur révolution. Nous avons dû, à ce propos, insister longuement sur ce que signifiait la lutte de fractions qui, dès 1923, se manifesta au sommet du parti bolchevique: non pas affrontement de solutions économiques dont les unes auraient été socialistes et les autres pas, mais divergence concernant des manières différentes de conserver le pouvoir en l'attente de la révolution internationale. Il nous faut revenir plus en détail

sur ce point capital pour reprendre à sa source l'évolution de l'économie russe qui l'a conduite en son état actuel.

Il faut répéter que la politique économique bolchevique est minée, dès les premières années de la révolution, par une contradiction qui, à la longue, lui sera fatale et que tous les communistes de Russie et du monde — jusqu'au tournant de Staline — n'espèrent surmonter que par la victoire internationale du socialisme. Mais en attendant cette victoire — qui d'ailleurs devient problématique — il faut bien que la population russe vive, que les forces productives du pays soient utilisées au mieux dans l'état où elles sont, c'est-à-dire au niveau d'une économie petite-bourgeoise marchande. Quelle est la formule bolchevique en cette matière? C'est l'orien-

tation de tous les efforts productifs en direction du capitalisme d'Etat.

Pourquoi « capitalisme »? Lénine l'explique dans son texte d'avril 1921: « Sur l'impôt en nature » (œuvres choisies, tome II, éditions en langue étrangère, Moscou 1954) d'où nous tirons toutes les citations de cet article: « Le » socialisme est impossible » sans la technique de la » grosse industrie capitaliste, » technique organisée suivant » le dernier mot de la science » moderne ». En effet il n'est pas d'autre « voie du socialisme » — sur le plan strictement économique s'entend — que le passage par l'accumulation du capital qui, « normalement », incombe à la société bourgeoise et non au pouvoir du prolétariat. Mais en Russie, puisque la

(Suite page 4)

## PROGRAMME COMMUNISTE

Revue théorique du Parti communiste international  
AU SOMMAIRE :

- Garudy, ou la révolution pacifique de Don Quichotte.
- Les derniers exploits du marxisme universitaire (A propos des ouvrages de MM. Baran et Sweezy).
- Le Parti Communiste d'Italie face à l'offensive fasciste (1921-1924), 3<sup>e</sup> partie.
- Bilan de l'automne chaud en Italie.

Le numéro : 4 F

Commandes au "prolétaire"

Prolétaires de langue italienne, lisez les organes du Parti communiste international :

il programma comunista  
journal bi-mensuel  
et  
il sindacato rosso  
mensuel de lutte syndicale

Abonnement annuel: 15 F - Commandes au "prolétaire"

# syndicat de classe

Pour une C. G. T. rouge ; pour l'unité prolétarienne, contre le front syndical avec les organisations jaunes (F. O. et C. F. D. T.) ; pour l'unification et la généralisation des luttes revendicatives, contre le réformisme et les grèves tournantes ; pour la direction révolutionnaire des masses prolétariennes et leur émancipation du capitalisme, formons des groupes du Parti communiste international dans la C. G. T. !

SUPPLÉMENT AU " PROLÉTAIRE "   
 Organe du Parti Communiste International

N° 10 — 20 avril - 17 mai 1970

Correspondance : " le prolétaire " - B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT

## L'OPPORTUNISME et les grèves sauvages

La force principale de l'opportunisme — et la condition nécessaire de son existence — réside dans sa capacité permanente de falsifier la réalité. Journallement, il parvient à faire passer sa plate soumission à l'intérêt

patronal pour un comportement raisonnable, sa collaboration avec les syndicats jaunes pour une nécessité tactique, son immobilisme pour une abnégation héroïque.

S'il réussit quotidiennement cet ignoble exploit, c'est grâce à la confiance et à la foi aveugles des ouvriers dans leur organisation traditionnelle : le P. C. F. Le prestige que ce Parti tire de son appartenance originelle à la III<sup>e</sup> Internationale des années 20 — bien qu'à côté des partis authentiquement révolutionnaires qu'elle groupait, il révéla n'en être jamais un — ne suffit pas à expliquer l'aisance avec laquelle il redore son auréole « oppositionnelle » au travers des pires trahisons et des volte-face les plus grossières.

Cette capacité qu'il démontre de conserver auprès de la classe ouvrière une influence importante en dépit de sa prostitution manifeste à l'Etat bourgeois à une double explication. Cela est dû d'abord à la complicité tacite de la bourgeoisie qui, par la voix de ses représentants et de sa presse, feint encore de voir en ce parti la direction révolutionnaire du prolétariat qu'il n'a jamais été, transformant malgré ses dénégations effrénées Georges Séguy, patriote raisonnable et rassurant, en un élément subversif assoiffé de violence. Cela est dû également à l'ignorance soigneusement entretenue par l'opportunisme au sein de la classe ouvrière : grâce à un énorme déploiement de propagande, à des « campagnes d'explication » répétées, à une mobilisation d'orateurs passés maîtres dans le bluff et la démagogie, il réussit à nier les crimes commis contre les ouvriers jusque sous leurs propres yeux, et ce, avec une telle violence dans la dénégation que ces derniers, parfois désorientés, demeurent le plus souvent incrédules à l'égard des trahisons les plus flagrantes (se souviennent-ils seulement des contorsions odieuses de la C.G.T. après la grève de mai 1968, lorsqu'elle s'efforçait « d'expliquer » et de faire oublier sa capitulation ouverte ?).

C'est à un de ses champions de la falsification historique, dont la vie épouse étroitement l'histoire des défaites du prolétariat durant ces quarante dernières années, Benoît Frachon, président de la C. G. T., que l'opportunisme a demandé d'expliquer un phénomène récent et qui l'inquiète vivement : les grèves sauvages.

Parlant devant les ouvriers de Michelin, à Clermont-Ferrand (voir " L'Huma " du 31 janvier), Frachon parle de « ce que la presse bourgeoise appelle des grèves sauvages » alors qu'il s'agit seulement — précise-t-il — « de grèves dont le caractère s'adapte aux conditions nouvelles de l'exploitation renfor-

cée du système des monopoles » et qui dont dues « à la concentration industrielle, le renforcement des monopoles... qui amènent la classe ouvrière à modifier sa tactique et sa stratégie dans la lutte qu'elle doit mener ».

« On peut dire — conclut-il — que ces fameuses grèves sauvages constituent une espèce d'avant-garde qui nous ouvre des horizons nouveaux ainsi que de nouvelles espérances ».

Ce que Frachon se garde bien d'inclure dans ces « conditions nouvelles » auxquelles il fait allusion, c'est l'attitude défaitiste des syndicats qui est la cause fondamentale de ces mouvements : grèves sauvages parce que, dans tous les pays du monde, elles sont déclenchées contre l'avis des syndicats ! Cette signification véritable nous l'avons donnée dès le début de leur éclatement. Nous avons dit qu'elles étaient les premières tentatives de la classe ouvrière d'échapper au contrôle de l'opportunisme, parce que c'est pour elle le seul moyen de se battre pour des buts de classe et avec des armes de classe.

Si en Suède, en Belgique, en Angleterre et récemment aux Etats-Unis, elles ont pris ce caractère d'opposition ouverte à l'embrigadement opportuniste, dans les pays héritiers de la tradition stalinienne qui représentent les maillons forts de l'opportunisme international, la France et l'Italie, ces luttes, il est vrai, sont demeurées confuses, vite étouffées sous le poids énorme de l'organisation syndicale et reprises en mains par leurs chefs.

Elles n'en représentent pas moins, dans ces pays également, l'espoir du prolétariat international, le signe, encore faible mais certain, qu'un jour il se jettera de nouveau à l'assaut de la bourgeoisie au cours d'une reprise générale de la lutte pour la libération de l'humanité entière. Ce qu'entend faire l'opportunisme, par la voix de ses ténors, c'est de récupérer à son compte les combats que la classe ouvrière, sous l'effet de l'exploitation capitaliste accrue, est amenée à mener avec les méthodes de lutte que l'opportunisme a définitivement reniées. C'est dans ce but que les Frachon et consorts s'efforcent de fausser le sens des grèves sauvages, de cacher qu'elles sont des tentatives du prolétariat international de sortir du gouffre du stalinisme, pour faire croire qu'elles constituent « seulement » une « modification de tactique », une « adaptation aux conditions nouvelles de l'exploitation ».

Combien de temps le P.C.F. parviendra-t-il à mettre à son actif le magnifique élan du prolétariat ligoté et qui tente avec vigueur de se libérer ? Combien de temps pourra-t-il encore faire des défaites du prolétariat des « victoires » et de ses premières victoires des « actions dangereuses et irresponsables » ? L'avenir proche le dira. Ce qui est sûr, c'est que les bonzes de la C. G. T., tout comme leurs distingués collègues suédois, belges ou américains, devront à leur tour s'opposer ouvertement à la classe ouvrière de France qui les jugera sur les lieux mêmes de leur trahison. Le soin qu'ils prennent à dissimuler la substance réelle des grèves sauvages prouve déjà combien ils en sont conscients.

Que les grèves sauvages « constituent une espèce d'avant-garde qui ouvre des horizons nouveaux », c'est bien vrai ; mais cette phrase, nous sommes les seuls qui puissions la prononcer sans ridicule ou hypocrisie, parce que ces grèves-là vont dans le sens que nous préconisons depuis des années : la rupture avec l'opportunisme et ses méthodes.

## Où mène la furie hiérarchique en matière de salaires

C'est sous ce titre, à un mot près, que l'organe fédéral C. G. T. " La voix des industries chimiques " (n° 197, février 1970) s'en prend à la C. F. D. T. et à sa campagne contre la hiérarchie salariale. Nous n'entrerons pas dans le détail des faits rapportés, ni dans les polémiques qu'ils provoquent, connaissons bien, par ailleurs et pour des motivations autrement générales et profondes, ce que vaut l'anti-hiérarchisme de la centrale chrétienne. Mais il est un fait incontestable : la C.G.T. est pour les augmentations de salaires hiérarchisées et les arguments qu'elle développe dans le journal cité ont une valeur générale de principe.

La « folie anti-hiérarchique », dit en substance l'organe C.G.T., mène à l'oubli de cette vérité : le problème des salaires, dans le régime capitaliste (soit doit au passage, il peut donc en exister dans d'autres systèmes selon la C.G.T. - NdR), ce n'est pas un problème à régler entre les salariés entre eux, en faisant jouer une hiérarchie plus ou moins ouverte (ou fermée), mais un problème qui ne peut être réglé que par la lutte des salariés contre leurs exploitateurs par la diminution des profits (souligné dans le texte).

« Par diminution des profits », voilà qui est remarquablement dit et exact : on ne peut augmenter les salaires sans réduire les profits et vice-versa. C'est un rapport direct, une lutte directe entre la classe salariée et celle des entrepreneurs capitalistes. Mais la façon la plus efficace de mener cette lutte, le moyen d'y mobiliser la plus grande quantité des salariés dans le bloc le plus compact possible ainsi que le type de revendication capable de réaliser cet objectif, ça c'est bien une affaire que les ouvriers ont à régler entre eux et avec... leurs responsables syndicaux. Ce « problème » précède l'autre, celui de la lutte, puisqu'il détermine l'efficacité de celle-ci. La revendication de salaire hiérarchisée, c'est-à-dire au pourcentage est-elle plus unitaire, plus mobilisatrice que la revendication uniforme ou dégressive ? Voilà toute la question en matière de hiérarchie des salaires.

Quand la C. G. T. polémique sur ce point, elle reproche à la C.F.D.T. de vouloir, sous couvert d'une répartition plus équitable de la masse salariale débloquée, s'en tenir à cette masse déterminée, se laisser enfermer dans son chiffre. La critique de la C. G. T. serait fondée si elle n'acceptait pas elle-même, et cette masse globale limitée et sa répartition inégale au profit des catégories déjà mieux rétribuées. Nous disons qu'il en est ainsi, et que c'est inévitable, chaque fois que la revendication est formulée en pourcentage. Voyons un peu comment cela se passe, en effet, dans la pratique.

Supposons par exemple que les patrons proposent une augmenta-

(Suite page 3)

## LE SYNDICALISME DES ROUTIERS

Le spectaculaire mouvement des routiers qui s'est développé au mois de mars a révélé la naissance d'un mouvement ouvrier dans cette profession où il était d'une extrême faiblesse. En effet, le mouvement est apparu au départ comme une manifestation de petits commerçants ou artisans. Il s'y apparentait par la forme même de la lutte dirigée contre l'Etat (les barrages sur les routes, qu'utilisent aussi les agriculteurs), et le contenu des revendications avancées : réduction du péage des autoroutes, suppression des entraves à la libre circulation des camions..., qui ne sont en rien des revendications salariales.

Mais lorsque dans la nuit du 20 mars, les délégations patronales revenues satisfaites de leur négociation au Ministère ordonnèrent la dispersion des barrages, les salariés qui s'étaient eux aussi lancés dans la bagarre ont refusé de rentrer chez eux, réclamant une réduction du temps de travail, l'intégration des coupures au temps de travail, l'avancement de l'âge de la retraite.

Comment expliquer un degré de faiblesse tel que ces ouvriers se battent DANS LES ORGANISATIONS PATRONALES ?

Il y a, bien sûr, les conditions particulières à ce secteur : jusqu'à la guerre, le nombre des routiers salariés était faible. La plupart étaient de petits artisans propriétaires de un ou quelques camions, qui connurent une période assez florissante après 1945, le réseau ferroviaire, très endommagé par les bombardements, ayant laissé une large place à la route. Mais très vite, avec l'énorme expansion de l'industrie automobile et les concentrations industrielles, les grosses Sociétés eurent leur propres camions et chauffeurs, en même temps que se créaient de grandes entreprises de transport dont certaines ont aujourd'hui plusieurs milliers de camions.

Ainsi se généralisait le salariat chez les chauffeurs routiers, tandis que subsistait un assez grand nombre d'artisans travaillant pour leur compte ou même louant leurs services à un gros transporteur. Cette prolétarianisation assez récente est intervenue dans un métier où les conditions de travail, au lieu d'unir les ouvriers, les éparpillent selon la destination de leur transport. Si l'on ajoute à ceci que le million de chauffeurs, routiers, livreurs se trouvent dispersés dans une multitude d'entreprises, on comprend qu'une partie d'entre eux se soit trouvés avec pour seul syndicat l'un des sept syndicats patronaux.

Cependant, toutes ces conditions réunies n'auraient pas produit cette aberration qu'est la coexistence au sein d'un MEME syndicat de patrons et d'ouvriers, si les centrales syndicales ouvrières avaient rempli leurs tâches. Car il existe des sections C.G.T. de routiers, mais on ne sera pas étonnés d'apprendre que le principal souci de leurs dirigeants est de ne pas gêner la circulation (surtout au moment d'un

week-end de vacances !) ; ils supplient l'Etat tout puissant d'améliorer le sort de « tout l'ensemble des usagers de la route » et, trouvant comme toujours la solution idéale et fraternelle au-dessus des classes, voudraient faire croire que le gouvernement, tout à coup, vaudra bien se préoccuper « d'obtenir du patronat qui exploite les chauffeurs routiers salariés et des grandes Sociétés qui oppriment les artisans (!) une rémunération plus CORRECTE de leur travail » ... et que grâce à cela il trouverait « une solution plus conforme à la SECURITE ». Quel beau langage de classe !

Cette carence de la direction de la C. G. T., ses aspirations civiques répugnantes vont rejeter ce mouvement syndical naissant vers une organisation autonome dont la création est déjà envisagée. Plus encore, face au pacifisme et au défaitisme opportunistes, certains routiers nourrissent l'espoir de donner par des actions spectaculaires une leçon aux centrales syndicales réformistes.

S'ils parviennent à organiser des luttes puissantes dans le cadre de ce syndicat autonome, et si malgré tous les éléments de division et de corporatisme qui empoisonnent cette branche, ces luttes prennent un caractère de classe, alors se posera inévitablement la question qui est aujourd'hui éludée : l'obstacle essentiel à l'organisation et à l'émancipation du prolétariat c'est l'opportunisme qui infecte les rangs ouvriers et tente de liquider leur organisation de classe, la C.G.T. En prétendant le combattre de l'extérieur, par la création d'un syndicat « pur », on isole en réalité les éléments les plus combatifs, tandis que les larges masses restent aux mains de l'opportunisme.

Dans la lutte pour la défense de ses conditions de vie, le prolétariat tire sa force de l'unité sur des positions de classe qu'il oppose à la bourgeoisie. La magnifique combativité de la classe ouvrière réapparaît partout dans le monde chaque jour plus puissante. Pour que cette force formidable qui ne se connaît pas encore ou plutôt qui a oublié ce qu'elle est, parvienne à ses fins, il lui faut s'unifier dans son organisation traditionnelle, la C.G.T., en la débarrassant de son ennemi mortel : l'opportunisme.

### PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : le samedi 25 avril, de 15 à 19 heures ; le dimanche 3 mai, de 10 à 12 heures, au siège du " prolétaire ", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), Paris (5<sup>e</sup>), Métro Gobelins.
- A MARSEILLE : le samedi 25 avril, de 15 à 19 heures, au siège du " prolétaire ", 7, cours d'Estienne-d'Orves.

## Chez les Postiers :

# Les menaces de l'automatisation

La modernisation économique que le pouvoir du grand capital poursuit en France, d'une façon souvent lente et sinueuse mais toujours tenace, aborde aujourd'hui les divers domaines de la Fonction Publique. L'effort porte en particulier sur ceux dont la rentabilité peut être fortement stimulée. L'automatisation du téléphone ne répond pas seulement aux multiples demandes insatisfaites du public (pour la seule région de Marseille, le nombre actuel de

320.000 postes principaux environ doit passer, en 7 ans, à 800.000) mais doit encore, selon les déclarations non équivoques des hauts fonctionnaires « améliorer en même temps la rentabilité de l'entreprise ». Ce progrès technique a bien entendu pour conséquence la compression des effectifs en personnel (près d'un millier de salariés en 3 ans, toujours pour la seule région de Marseille).

D'après le « Compte rendu du Comité technique paritaire régional », fourni par l'organe local C.G.T. "Voix des P.T.T. de Provence", mars 1970 — auquel ces données sont empruntées — les mesures proposées par l'Administration pour « recaser » le personnel licencié, promettent d'ores et déjà d'être inopérantes : d'une part les autorités chargées de les appliquer ne disposent d'aucune possibilité sérieuse de le faire, de l'autre, les solutions qui pourraient être efficaces devraient s'exercer dans un sens totalement opposé à la politique d'économies et d'austérité imposée par l'Etat. Sans un sursaut général de tous les postiers, il faut donc s'attendre à ce que le « progrès technique », une nouvelle fois, se traduise en termes de chômage.

Malgré cette épée de Damoclès suspendue sur leurs têtes, les postiers de toutes les catégories, livrés à leurs impulsions les plus désordonnées par des organisations syndicales plus soucieuses de recrutement et de « résultats » immédiats que de luttes réelles, se livrent joyeusement à la sarabande des micro-revendications et des grèves sans coordination ni efficacité. Il est bien visible que pour faire obstacle aux licenciements, il faut poser des revendications telles qu'elles contraignent l'Etat-patron à maintenir en place les salariés menacés de chômage. Il faut donc que la revendication de la diminu-

tion de la durée de travail soit posée dans des termes qui impliquent l'augmentation des effectifs et non leur réduction ! Il faut aussi qu'il soit donné priorité à la titularisation massive des auxiliaires au sein desquels les licenciements pratiquent déjà, et sans riposte d'aucune sorte, des coupes sombres. Il faut enfin que les syndicats se donnent les moyens de combattre les heures supplémentaires dont l'abondance actuelle, à elle seule, suffit déjà à stopper le recrutement de personnel.

Or les directions syndicales, pratiquement, tournent le dos à ces trois directions de lutte. En théorie, elles réclament les « 35 heures en 5 jours » pour les télécommunications et services financiers, les « 40 heures maximum » pour les services postaux et directions; en réalité les seuls mouvements de grève, isolés et menés dans le désordre le plus complet, visent en fait la fermeture des bureaux le samedi, c'est-à-dire la compression en 5 jours de la charge de travail de la semaine.

Sur le papier, elles demandent des augmentations de salaire; en pratique aucun mouvement n'est orienté en fonction de cet objectif, sinon sous forme de revendications exclusives à des catégories déterminées. Quant à la titularisation des auxiliaires, totalement abandonnée en mai-juin 1968, lorsque le rapport des forces était favorable, elle ne constitue plus

qu'une phrase décorative, insérée de temps à autre dans la presse ou les tracts syndicaux.

Par-dessus tout, au moment où l'action la plus compacte et la plus générale serait nécessaire autour de revendications incisives et pratiques, le jeu des grévistes tournantes continue, à un tel point de confusion que, dans un même bureau, il arrive que les diverses catégories fassent grève un jour différent et pour des revendications différentes.

Ce sabotage délibéré des revendications les plus élémentaires est la conséquence inévitable d'un syndicalisme qui prétend ruser avec les lois de fer de l'économie capitaliste et s'attache avant tout à en dissimuler aux salariés le caractère implacable. « Le progrès technique doit profiter au personnel », annoncent les bonzes de service de la C.G.T. à propos de l'automatisation du téléphone. Ce progrès technique, tout au contraire, est toujours synonyme de ruine de la force de travail en système capitaliste et contre lui la seule arme des exploités, dans tous les secteurs, est celle des revendications de classe.

Dans le cas précis des Postiers : la réduction sérieuse de la durée du travail et le recrutement de nouveaux effectifs, l'augmentation dégressive des salaires au profit prioritaire des catégories mal rétribuées, la titularisation du personnel auxiliaire.

# Que faire à la F. E. N. ?

## Le problème de l'autonomie

La Fédération de l'Education Nationale (F. E. N.) est autonome depuis 1948, date à laquelle elle s'est détachée de l'Union Générale des Fonctionnaires Français, affiliée à la C. G. T. Le ralliement à l'autonomie des militants syndicalistes révolutionnaires n'est pas pour surprendre. Ils voulaient d'une part préserver à tout prix l'unité de la Fédération, d'autre part l'autonomie leur paraissait une garantie contre les lignes politiques également réactionnaires qui dominaient la C.G.T. et F.O.

Nous savons que l'indépendance formelle vis-à-vis des partis politiques n'a jamais empêché le syndicat de sombrer dans la collaboration de classe, et nous savons aussi que le seul moyen de les arracher à l'influence de la bourgeoisie et de ses agents est d'y faire triompher une direction communiste. En fait, l'autonomie n'a empêché ni l'influence du stalinisme ni celle du réformisme, au point que ce sont aujourd'hui les deux tendances majoritaires de la F.E.N. L'attitude des syndicalistes révolutionnaires par rapport à l'autonomie était donc parfaitement abstraite car ils raisonnaient en terme d'organisation et de sigle et non de contenu et de lutte concrète. L'attitude inverse qui consisterait à demander le ratta-

chement de la F. E. N. à la C. G. T. procède de la même erreur : aujourd'hui, un tel rapprochement au niveau de deux états-major aussi opportunistes l'un que l'autre ne changerait rien au rapport de force auquel nous nous heurtons. Le fait que le S. G. E. N. (Syndicat Général de l'Education Nationale) soit affilié à la C. F. D. T. ne rend pas sa ligne syndicale plus « ouvrière » que celle de la F. E. N. autonome ! Nous sommes pour l'unité de l'ensemble des salariés, mais pas n'importe laquelle. L'unité que nous voulons ne sera pas le fruit de tractations au sommet, mais l'exigence d'un combat mené à la base. Ce combat unitaire nous le menons à la F.E.N. comme à la C.G.T.

## Les différents secteurs d'intervention

Il n'est pas douteux que tous les secteurs n'ont pas le même poids dans l'économie et par conséquent l'intervention syndicale la même portée. Ainsi les fonctionnaires en général et ceux de l'éducation nationale en particulier ne sauraient prétendre mener seuls la lutte de classe. Cependant, la crise n'épargnera aucune couche sociale et TOUS LES SALARIES seront touchés par elle. Cette unité de fait dans la dégradation des conditions de vie et de travail n'est pas à elle seule révolutionnaire, elle peut même déboucher historiquement sur le fascisme. La condition de l'unité de classe de tous les salariés c'est dès aujourd'hui dans l'action syndicale qu'il faut en jeter les bases, chez les travailleurs produisant la plus-value comme chez ceux sans lesquels cette production serait impos-

sible. Le point commun à tous les salariés sans exception est qu'ils doivent vendre leur force de travail pour vivre, c'est pourquoi la DEFENSE DE LA FORCE DE TRAVAIL doit être au centre de toutes les revendications posées par les communistes à la F.E.N. comme à la C.G.T. Il est évident que d'une catégorie à l'autre cet impératif général doit être « adapté » : on ne peut demander les 40 heures pour des postiers qui en font 36 ou des enseignants 20 ! Mais le fond reste le même : réduction de la durée et de l'intensité du travail, augmentation générale des salaires, plus forte pour les catégories les moins payées.

## Les perspectives

L'entrée en lutte de tous les salariés ne dépend pas de nous, mais il dépend de nous que cette lutte soit récupérée ou non par l'opportunisme. Les possibilités d'intervenir demain se forment dès aujourd'hui en organisant des groupes communistes au sein des syndicats. La difficulté de cette action est directement proportionnelle à l'enjeu et il est certain que si elle se révèle plus facile à la F.E.N. qu'à la C.G.T. c'est que l'éducation nationale est un secteur relativement marginal. Mais ce n'est pas une raison pour y laisser le champ libre à l'opportunisme. Aussi proposons-nous la plate-forme suivante, destinée à placer les travailleurs de l'Education Nationale sur le terrain commun à tout salarié et non sur celui de la pédagogie, de la culture ou de l'intérêt des élèves :

— TITULARISATION IMMEDIATE DES AUXILIAIRES (revendication commune à toute la fonction publique) ;

— AUGMENTATION UNIFORME ET CHIFFREE DES SALAIRES ;

— DIMINUTION DU TEMPS DE TRAVAIL ;

— ILLEGALITE DES HEURES SUPPLEMENTAIRES (inséparable des deux revendications précédentes) ;

— 25 ELEVES PAR CLASSE, 35 PAR ETUDE (revendication luttant contre l'intensité du travail et aussi peu « catégorielle » que celle des infirmières demandant un nombre maximum de malades à surveiller).

Les lecteurs d'AIX - EN - PROVENCE, ANGERS, ARLES, BORDEAUX, BOURG - EN - BRESSE, CAEN, LE HAVRE, LE MANS, LES MUREAUX, LYON, MACON, MARSEILLE, NANTES, PARIS, ROUEN, SAINT - ETIENNE, TOULON, désirent prendre contact avec nos militants, peuvent le faire en écrivant au "PROLETARRE", B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT, qui transmettra.

Pour PARIS et MARSEILLE, voir en outre les dates et lieux de nos permanences.

## BERLIET

### Le "bon contrat" était mauvais

Les 27 grèves qui ont eu lieu à Berliet-Vénissieux depuis trois mois sont un nouvel indice de la rupture naissante entre les bonzes de la C.G.T. et la base. L'accord du 12 janvier est remis en question par les travailleurs. Les conditions de travail ont été aggravées par l'accroissement de la production : en effet, de l'aveu des dirigeants syndicaux, Berliet a produit, en 1969, 6.000 camions de plus qu'en 1968 et en produira 6.000 de plus en 1970.

En outre, l'accord sur les salaires est dénoncé par les travailleurs : ceux-ci demandent l'accroissement de leur pouvoir d'achat et non son simple maintien (accordé en janvier). La C. G. T., qui a les mains liées par cet accord, en est réduite à ruser : d'une part, en paroles, elle déclare que maintien et accroissement du pouvoir d'achat sont deux choses différentes et que l'accord signé portait sur le maintien seulement ; d'autre part, pour remédier à cet état de fait, elle propose deux primes (une de vacances et une de fin d'année). C'est la Direction qui, par démagogie, se paie le luxe d'avoir raison : « La Direction reste fidèle à une orientation définie depuis plusieurs années en consolidant les salaires et en refusant de créer de nouvelles primes, donc d'augmenter la part aléatoire des ressources ».

La Direction C.G.T., encore une fois, dévie les luttes spontanées des travailleurs qui portaient sur les salaires et l'intensité du travail, vers une lutte pour des primes. Liée par l'accord et par sa longue expérience de trahisons, elle ne peut jouer son rôle de syndicat, qui serait de lutter pour une augmentation uniforme et chiffrée des salaires.

C'est à la C.G.T. que revient le mot de la fin : « La Direction a cru démobiler le personnel en accordant une augmentation de salaires de 3 % pour le maintien du pouvoir d'achat, les travailleurs ont déjoué cette manœuvre ». C'est exact, mais ce que la C.G.T. oublie de dire c'est que si elle, avait rempli son rôle de syndicat, il y a trois mois, elle aurait dû dénoncer le contrat, au lieu de le signer, préoccupée qu'elle était par la mascarade

de consultation à l'E.D.F. et par son désir de montrer « qu'elle n'était pas opposée à toute politique contractuelle » (Séguy).

Comme Chaban-Delmas, la Direction C.G.T. tient le pari syndical; les travailleurs sauront le leur faire perdre !

## Où mène la furie hiérarchique

(Suite de la page 2)

tion de salaire de 3 % tandis que les syndicats en réclament, eux, 6 %. Supposons également qu'après diverses péripéties l'accord se fasse sur le chiffre moyen de 4,5 %. Les patrons ont transigé après évaluation de cette masse salariale qui, qu'on le veuille ou non, représente ce que les syndicats ont globalement obtenu. Les patrons ont fait leur petit calcul : 6 % sur telle catégorie cela fait tant, 6 % sur la catégorie au-dessous tant, 6 % enfin sur la catégorie du bas tant. Total : X... francs. C'est trop ! s'écrient ces messieurs. Voyons un peu avec 4,5 % : même calcul. Total : Y... francs. Diable, c'est encore beaucoup. Mais puisqu'on ne peut pas faire autrement... va pour 4,5 % ! Les syndicats qui, bon gré mal gré, acceptent ce pourcentage-là, acceptent cette masse salariale globale-là et pratiquement ils la partagent inégalement entre les diverses catégories !

Supposons maintenant que la revendication, au lieu d'être posée en pourcentage, soit chiffrée en francs et dégressive : 200 francs par exemple pour les catégories qui touchent 800 francs au moins par mois, 150 francs au-dessus jusqu'à 1.200 francs, 100 francs jusqu'à 1.500 et ainsi de suite. Cela peut évidemment — et doit en règle générale — faire un total plus élevé que dans le cas ci-dessus et c'est alors le moment, Messieurs de la C.G.T., d'appliquer le beau principe : augmentation des salaires égale diminution des profits ! Mais les ouvriers ont alors la force de l'obtenir : les catégories mal payées, celles qui, toujours, font véritablement la grève, parce que physiquement plus aptes à l'action radicale, aux piquets de grève solides et à la neutralisation des jaunes, ces catégories-là se battent réellement parce qu'elles ont une raison de le faire, quelque chose de substantiel à gagner !

Mais ce n'est évidemment pas du goût des bonzes qui préfèrent les « tables rondes », qui jouent sur l'égoïsme des catégories bien rétribuées et sur le système de corruption qui les lie avec le patron contre les manœuvres, OS et autres crève-la-faim : d'où la furie hiérarchique des dirigeants de la C. G. T. !

## Efficacité du "dialogue"

Dans notre dernier numéro nous relations les réactions « civiles et religieuses » à la catastrophe survenue dans l'huilerie marseillaise "Les Trois Mathildes" et qui, rappelez-le, fit 4 morts parmi les ouvriers. Nous marquions alors notre scepticisme quant à la proche application des mesures de sécurité dans un type de production où elles contredisent directement la productivité du travail et la recherche des « prix compétitifs ». Il a fallu peu de temps pour se rendre compte que, l'émotion passée, les « décisions » à prendre sont devenues des atermoiements.

Le journal "La Marseillaise" du 24 mars 1970 nous apprend en effet que, lors de la réunion du Comité ré-

gional de la Prévention des accidents, les délégués C.G.T. ont quitté la séance pour protester contre le refus, par la majorité de ce Comité, de discuter en priorité de l'explosion des "Trois Mathildes" et de ses causes présumées. Ce qui illustre fort bien la sinistre farce du dialogue entre représentants de classes ennemies, notamment lorsque s'opposent àprement, comme "La Marseillaise" daigne s'en souvenir, la sécurité des ouvriers et le profit des capitalistes. Le Président de la Commission de prévention est un patron, nous dit ce journal qui sous-titre : « Les patrons refusent de prendre au sérieux la catastrophe des "Trois Mathildes" ». Mais faut-il « prendre au sérieux » des responsables syndicaux qui ne font claquer la porte de tels organismes qu'après avoir auparavant illusionné les ouvriers quant à la possibilité d'y défendre leurs intérêts ?

C'est bien le cas de poser la question : « Qu'allait-ils donc faire dans cette galère ? »

Directeur-Gérant  
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »  
1, 3 et 5, boulevard Schœsling  
M A R S E I L L E (X<sup>me</sup>)

Distribué par les N. M. P. P.

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

bourgeoisie n'a pas rempli sa tâche historique, il faut bien que le prolétariat prenne en charge cette condition sine qua non du socialisme. Il faut bien, pour pouvoir plus tard abolir le salariat, transformer en salariés des millions de paysans qui végètent dans « des campagnes perdues », où « des dizaines de verstes sans aucune route séparent le village du chemin de fer ». Il lui faut bien, afin de supprimer ultérieurement l'échange mercantile, l'introduire d'abord dans « toutes ces » étendues où règnent les « mœurs patriarcales, la demi-barbarie et la barbarie » tout court. Il lui faut bien, également, promouvoir « la grosse industrie » et la « technique moderne », en s'attaquant au « système patriarcal, à l'indolence » qui sont le lot de la vie sociale dans l'immense campagne russe.

La réalisation de cette tâche écrasante n'a jamais représenté, pour Lénine et tous les marxistes dignes de ce nom, une réalisation socialiste, mais bel et bien du capitalisme. A la honte de savants professeurs qui transforment en sottise d'érudits les falsifications conscientes et criminelles commises par le stalinisme, le socialisme ne se « construit » pas en œuvres de béton et de fer, indispensables au fonctionnement des forces productives modernes: le socialisme c'est la libération de ces forces déjà existantes, c'est la destruction des obstacles que leur opposent des rapports de production périmés.

Le drame de la révolution d'Octobre c'est que le prolétariat russe, à la différence du prolétariat occidental s'il était parvenu au pouvoir, n'a pas une seule série d'entraves à briser, mais bien deux et que l'entrave que constituent les rapports bourgeois de production, périmés à l'échelle internationale et historique, sont encore nécessaires, indispensables à l'échelle russe.

« Le capitalisme — écrit Lénine — est un mal par rapport au socialisme. Le capitalisme est un bien par rapport au Moyen-Age, par rapport à la petite production, par rapport au bureaucratisme qu'engendre l'éparpillement des petits producteurs. Puisque nous ne sommes pas en état de réaliser le passage immédiat de la petite production au socialisme, le capitalis-

## V. - Socialisme et capitalisme d'Etat

» me est, dans une certaine mesure, inévitable comme une conséquence naturelle de la petite production et des échanges : nous devons donc utiliser le capitalisme » (surtout en l'orientant dans la voie du capitalisme d'Etat) comme maillon intermédiaire conduisant de la petite production au socialisme ; nous devons l'utiliser comme MOYEN, VOIE, PROCEDE, MODALITE permettant d'augmenter les forces productives » (souligné par nous, NdR).

Le plus grand crime de Staline à l'égard du prolétariat, crime plus monstrueux encore que d'avoir massacré des révolutionnaires, soumis les travailleurs russes à un esclavage sans nom et livré les ouvriers d'Occident à leur bourgeoisie « démocratique », c'est d'avoir fait du moyen invoqué par Lénine un but ; c'est d'avoir transformé une « voie historique » en un stade final et totalement assimilé le socialisme au capitalisme, brouillant à un tel point les cartes que, pour les imbéciles et les crapules qui encensent Lénine en bafouant son enseignement, la tâche du socialisme est devenue, point par point, l'accumulation de capital !

Mais pourquoi donc, dans la perspective que Lénine formule pour la Russie, est-il question de capitalisme d'Etat ? Parce que le socialisme, s'il n'est pas réalisable sans développement capitaliste préalable, ne l'est pas davantage sans « la domination du prolétariat dans l'Etat ». L'Etat issu de la révolution d'Octobre est prolétarien ; cela veut dire qu'il est issu d'une révolution conduite par le prolétariat, qu'il est gouverné par un parti né dans le prolétariat et armé de la doctrine spécifique de ce même prolétariat. Ceci pour le plan politique. Mais pour le plan économique, en quoi cet Etat est-il socialiste ? Lénine dit clairement ce qu'il en retourne sur ce point : « Il ne s'est point trouvé un seul communiste, ce me semble » pour nier que l'expression « République socialiste soviétique » signifie que le pouvoir des Soviets entend réaliser la transition au socialisme et non point qu'il reconnaisse le régime actuel pour un régime socialiste ».

Lénine, qui, dans le texte, emploie fréquemment le terme de « passage », s'attache à définir par où doit passer la Russie pour parvenir, de son stade économique et social de l'époque, au socialisme : « Ce qui, à l'heure présente, prédomine en Russie, c'est justement le capitalisme petit-bourgeois, d'où UN SEUL ET MEME CHEMIN conduit aussi bien au grand capitalisme qu'au socialisme : ce chemin passe par une SEULE ET MEME station intermédiaire, savoir le recensement et le contrôle à l'échelle nationale de la production et de la répartition des produits ». Et Lénine insiste : « Il est impossible d'avancer, de sortir de la situation économique actuelle de la Russie sans passer par CE QUI EST COMMUN au capitalisme d'Etat et au socialisme (recensement et contrôle universel ».

L'idée de Lénine est claire, même si on l'a impudemment embrouillée par la suite : la voie par laquelle la Russie doit passer pour aller au socialisme est impérativement déterminée par l'état économique et social de ce pays après la révolution. C'est seulement la nature politique de l'Etat, parce que cet Etat est prolétarien, qui garantit qu'on ne s'arrêtera pas en route, qu'on ne stoppera pas à l'une des « stations intermédiaires » qui ont nom « petite production marchande », « capitalisme privé », « capitalisme d'Etat », mais qu'on continuera on poursuivra, à toute vapeur, vers celle qui s'illumine, mais encore dans le lointain, des lettres flamboyantes de socialisme. Mais ceci — il faut le répéter jusqu'à satiété — à la condition indispensable que la victoire internationale du prolétariat, brisant la force du capital dans tous ses grands centres mondiaux, donne à la « locomotive » de la révolution russe le feu vert sur toute la ligne !

Si cette claire perspective est aujourd'hui enfouie sous des confusions inextricables, c'est sans doute, en premier lieu à cause des falsifications éhontées du stalinisme. Mais c'est aussi en raison du cours du développement historique enregistrant défaites sur défaites du prolétariat, reniements sur reniements de son parti : le reflux général du mouvement prolétarien, qui s'est vérifié dans tous les domaines, a accompli le plus de ravages dans celui de l'intelligence que le prolétariat peut avoir de sa propre histoire. On en trouve la preuve flagrante dans le fait que la révolution d'Octobre a été dénaturee, non seulement par le stalinisme mais encore par la plupart des antistaliniens.

C'est notamment le cas pour le point de vue « extrémiste » selon lequel l'échec de la révolution devrait être imputé à la conception « léniniste » du capitalisme d'Etat.

Nous montrerons la prochaine fois que cet argument s'écroule devant cette réalité indiscutable : ce stade économique — simple « pas en avant » d'après Lénine — le stalinisme ne l'a même pas atteint. Preuve indiscutable qu'on ne peut identifier sa prétendue réalisation avec le triomphe de la contre-révolution stalinienne. Celle-ci, en s'emparant des leviers de la « locomotive de l'histoire », en a fait une machine poussive qui, après une pointe timide en direction du capitalisme d'Etat, se contente de faire la navette entre les « stations intermédiaires » qui le séparent de la petite production et parmi lesquelles figurent les « dépôts » de prédilection choisis par les valeureux mécaniciens du « socialisme en un seul pays ».

Nombre d'antistaliniens, qui ne disposent d'autres critères que ceux de la « démocratie », de la « morale politique » ou du « meilleur type d'organisation », condamnent l'enseigne-

ment de Lénine parce que, selon eux, il assimilerait socialisme et capitalisme d'Etat. C'est une aberration commune à la plupart des critiques de droite et de gauche de la révolution russe. Chez Lénine, comme on l'a vu plus haut, la formule du capitalisme d'Etat ne s'impose que pour suppléer à un développement plus qu'insuffisant du capitalisme tout court. C'est un objectif strictement subordonné aux « conditions russes », tout à fait inadéquates aux conditions de la révolution prolétarienne dans les pays développés où seront prises d'emblée les premières

mesures socialistes, en particulier l'abolition immédiate du salariat. Ce qui est international dans la révolution d'Octobre, c'est son trait politique essentiel : la nécessité universelle de la dictature du prolétariat. Tout ce qui relève des problèmes économiques russes se situe largement en-deça du socialisme.

Les « extrémistes » pointilleux qui transforment en donnée de principe, en question doctrinale ce qui n'était qu'objectif transitoire dans la gestion prolétarienne d'une économie arriérée, commentent — eux de bonne foi — la même confusion qui a permis au stalinisme de triompher dans le mouvement ouvrier international.

## Qui sont donc les "insulteurs" de Lénine ?

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

ni de ceux d'aucun pays capitaliste ; il voulait la victoire révolutionnaire de chaque prolétariat national sur sa propre bourgeoisie. Il disait que « l'indépendance nationale », en régime capitaliste, est une trahison des intérêts du prolétariat ; il dénonçait dans le pacifisme une idéologie criminelle propre à anesthésier l'énergie du prolétariat et à désarmer ce dernier devant les inévitables guerres impérialistes. Il n'accueillait pas les traités de la social-démocratie, mais les insultait : il faudrait des pages entières pour citer les invectives violentes, haineuses qu'il décochait à juste titre aux « social-chauvins », aux « agents ouvriers du capitalisme », à toute cette école politique dont les authentiques héritiers étaient représentés durant les discours de Marchais et à qui des milliers d'imbéciles réclamaient, sur l'air des lampions, « l'unité ». Unité avec les renégats, unité avec les assassins de Rosa Luxembourg et de Liebknecht ; unité avec ceux qui ont toujours marché aux côtés du capital contre la classe ouvrière, qui ont fait le lit du fascisme, qui ont trahi toutes les grandes grèves et qui ont donné à la bourgeoisie des promotions entières de « bons et loyaux serviteurs du capitalisme ». Ce sont-là les « idées de Lénine » ... revues et corrigées par Georges Marchais !

Le vrai Lénine, évoquant le sort posthume de Marx dans « L'Etat et la révolution », disait que « du vivant des grands révolutionnaires, les classes d'opresseurs les récompensent par d'incessantes persécutions ; elles accueillent leur doctrine par la fureur la plus sauvage, par la haine la plus farouche... Après leur mort, on essaie d'en faire des icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur nom d'une certaine auréole afin de consoler les classes opprimées et de les mystifier. »

Ce sort de Marx est depuis longtemps aussi celui de Lénine. Marchais, avec une indignation qui serait un chef-d'œuvre de crétinisme si elle n'était inspirée par le dessein politique le plus machiavélique, a dénoncé « la majorité gaulliste-centriste du Conseil municipal qui refuse de donner le nom de Lénine à la rue Marie-Rose ». Pour venger un Lénine de plâtre, brisé en effigie, ce communiste-là ne trouverait donc d'autre riposte que de proposer au pouvoir du grand capital de le « canoniser » bourgeoisement en baptisant une rue de son nom ! En réalité, cette intégration de Lénine dans la « communauté nationale » poursuit un but beaucoup plus subtil : faire de Lénine révolutionnaire un grand homme assagi du Panthéon bourgeois.

Nous savons bien ce que nous disons lorsque nous parlons d'assassinat moral, de destruction la plus infecte de ce que Lénine représente et doit exclusivement représenter pour le prolétariat : la Révolution, la haine inexpiable du capitalisme !

M. Marchais est un vrai et pur stalinien : la momification de Lénine et la stérilisation de son enseignement, c'est Staline qui le premier les a réalisées dans son style de séminariste alors que le cadavre était encore chaud, s'attirant cette remarque — de ton modéré parce que la terreur contre-révolutionnaire régnait déjà dans le parti russe — de Kroupskaïa, la compagne même de Lénine : « Ne permettez pas que votre deuil pour Illitch prenne des formes de révérence externe pour sa personne. N'élevez pas des monuments, ne donnez pas son nom à des palais, ne faites pas de cérémonies à sa mémoire ; il attachait si peu d'importance à tout cela, tout cela lui pesait tant... Et surtout mettons ses principes en pratique. »

Mais Marchais n'a pas seulement les traits politiques de son maître Staline ; il en possède aussi les capacités d'insinuation policière. Dans un habile amalgame, son discours fait état de la « recrudescence des menées de caractère fasciste qu'elle se recouvre de slogans de droite ou de gauche ». Petit morceau de phrase significatif, bien que noyé ensuite dans l'énumération des groupements indiscutablement fascistes et qui permet au secrétaire général du P. C. F. de réclamer « la dissolution immédiate des groupements fascistes de toute obédience ».

Ce serait une foutaise énorme sans son sens caché : demander au gouvernement capitaliste de poursuivre les fascistes, c'est demander au feu d'éteindre l'incendie, au père de tuer son fils ; l'Etat bourgeois a toujours soutenu les fascistes contre les ouvriers. Dans des circonstances autrement tragiques, en Italie durant les années 20, l'armée et même la flotte de l'Etat démocratique italien (comme nous le montrons dans la série d'articles parus dans notre revue « Programme communiste ») ont renforcé les hordes fascistes par le bombardement des quartiers ouvriers. Mais les termes de Marchais peuvent ici signifier autre chose que l'invitation au gouvernement de poursuivre les fascistes. Si ce dernier se soucie fort peu d'y prêter une oreille attentive, par contre il est une autre répression dont il ne se désintéresse pas : celle qui vise à étouffer les premières et encore incohérentes manifestations de révolte de prolétaires isolés ou de groupuscules « gauchistes ».

C'est déjà en vertu — ô ironie — d'une loi antifasciste du Front populaire que les organisations extrémistes ont été dissoutes par le gouvernement en juin 1968 : le parti de Marchais, en dénonçant les « groupes armés organisés militairement qui s'opposent à la reprise du travail » lui avait lui-même fourni le motif d'inculpation !

Nous savons bien qu'on ne renversera pas l'édifice de mensonges élevé par quarante ans de stalinisme en brisant une effigie ou en dévastant un « logis-musée ». Mais pour stérile qu'il soit, ce geste — on peut en être sûr — serait celui de Lénine lui-même si, conservé vivant par quelque miracle, il pouvait voir sous quelle immonde imagerie on a enseveli le plus clair de son enseignement. Le prolétariat ne peut faire de miracle, mais il ne meurt pas, lui : il remplira, tôt ou tard, peu importe, la tâche que l'histoire lui assigne : appliquer les vivants principes de la doctrine de Lénine sans s'abaisser aux singeries commémoratives... et balayer du même coup le tas de fumier accumulé sur l'homme-symbole du communisme par toute une armée d'imposteurs.

## Calme, automobile... et communisme !

« Lutte ouvrière », dans son numéro 81 (17 mars 1970), reproduit intégralement la lettre d'un lecteur membre du P. C. F. qui s'indigne d'un article dudit journal reprochant au XIX<sup>e</sup> Congrès de ce Parti son « manque de démocratie à l'égard de Garaudy ». La polémique échangée sur ce sujet ne présente guère d'intérêt ; par contre, en ce qui concerne la position de ce lecteur sur « l'ordre » et les « gauchistes », elle est profondément significative de la psychologie quasi-fasciste que le P. C. F. entretient parmi ceux qui le suivent.

Ce lecteur ingénu découvre que « Lutte ouvrière », en soutenant Garaudy, donc se mettant pour les barricades, prouve de lui-même qu'il est gauchiste, ce qui ne répond pas à la volonté des travailleurs de lutter dans le calme » (souligné par nous, NdR). Comme « Lutte ouvrière » a écrit par ailleurs, à propos d'une réunion de l'A. J. S., qu'il « est réconfortant de voir des milliers de jeunes répondre à l'appel d'une organisation trotskyste », ce bon lecteur explose révélant clairement là où le bât le blesse. « Quel réconfort en effet — écrit-il — de penser que quelques voitures de plus seront brûlées, voitures que des ouvriers auront mis tant d'années à se payer » (souligné par nous, NdR).

« Lutte ouvrière », en réponse, n'a guère de difficulté à lui rétorquer qu'en fait de voitures détériorées la police, à Nanterre, a su faire mieux que les gauchistes et que « lutter dans le calme » n'est possible que si la police et le gouvernement le veulent bien. Mais ce qui nous paraît édifiant dans la profession de foi du lecteur, c'est qu'il déclare fièrement « avoir dix-huit ans et être communiste » : à cet âge, croire que la lutte des classes peut se dérouler « dans le calme », avoir comme perspective de « mettre tant d'années à se payer »... un morceau de ferraille roulant, et se déclarer par surcroît « communiste », c'est une aberration qui se passe de commentaires !

### REUNION DE LECTEURS A PARIS

Le vendredi 24 avril, à 20 h. 45, à la Rédaction du « prolétaire », 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), 5<sup>e</sup>, Métro Gobelins.

Le gauchisme n'est que l'autre face de l'opportunisme réformiste  
(Le présent journal tient lieu d'invitation)